

de promotion du commerce et de l'investissement - stratégie que nous appelons "Horizon Le Monde". Ces quatre programmes visent à:

- * renseigner nos gens d'affaires sur l'initiative 1992;
- * garantir que notre voix est entendue en Europe;
- * encourager l'intensification des liens entre firmes canadiennes et européennes; et à
- * favoriser une participation canadienne aux grands projets européens de R-D.

La première initiative, appelée le "Défi européen", suppose la collecte et la diffusion d'informations. Son objectif est d'étudier et d'expliquer aux Canadiens ce que sera le marché européen d'après-1992 - soit de traduire les informations en connaissances.

Pour ce faire, le Ministère parraine une série d'études sur le Marché européen unique. La Première partie de l'Étude, intitulée Conséquences pour l'Europe, a été publiée en avril. Elle est actuellement mise à jour pour refléter les développements récents. La Deuxième partie comprend 12 rapports sectoriels évaluant les conséquences pour le développement du commerce, de l'investissement et de la technologie au Canada. Quatre rapports sont maintenant prêts, y compris celui sur les produits forestiers que nous publions aujourd'hui. Les autres paraîtront sous peu.

Nous avons aussi établi des groupes de travail des secteurs public et privé qui nous aideront à évaluer les changements en Europe. Pour ce qui est du secteur privé, le CCCE - le Comité consultatif sur le commerce extérieur - a établi un groupe de travail sur l'Europe 1992 que dirige David Culver, l'ex-directeur d'Alcan. Et dans le secteur public, des groupes de travail interministériels analysent les effets que les lois et règlements communautaires auront sur des secteurs industriels donnés; les résultats de leurs analyses sont aussi des données utiles à nos négociateurs au GATT. Certains de ces rapports techniques sont aussi offerts aujourd'hui, notamment ceux sur l'agriculture, les télécommunications, le matériel de défense, les métaux et les minéraux; d'autres rapports sont sur le point d'être achevés.

Tous ces rapports pourront éventuellement être consultés sur un réseau automatisé d'information en direct adapté aux utilisateurs canadiens.

Cette information pourra être consultée par l'entremise de notre Ministère et des centres du commerce international implantés dans toutes les régions du pays.